



## AVANT-PROPOS du Directeur général de l'AIEA Rafael Mariano Grossi

En 2023, année où nous avons célébré le 70<sup>e</sup> anniversaire du célèbre discours intitulé « L'atome au service de la paix » du Président des États-Unis Dwight D. Eisenhower, l'importance de l'Agence internationale de l'énergie atomique a été plus évidente que jamais, grâce aux activités indispensables qu'elle mène en matière de sûreté, de sécurité et de garanties, ainsi qu'aux efforts qu'elle déploie pour élargir l'accès aux utilisations de la science et de la technologie nucléaires qui permettent de sauver des vies et d'améliorer la vie, et ce, partout dans le monde.

En octobre, j'ai lancé l'initiative Atoms4Food en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Cette initiative tient compte des besoins des différents États Membres et tire parti de notre expérience en matière d'utilisation des techniques et technologies nucléaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Dans le même temps, nous avons poursuivi la mise en œuvre d'initiatives clés telles que Rayons d'espoir, ZODIAC et NUTEC Plastics.

Notre entreprise de rénovation des installations et laboratoires uniques et essentiels de Seibersdorf a franchi une étape importante lorsqu'en novembre, nous avons pu annoncer l'achèvement de toutes les grandes collectes de fonds pour ReNuAL2. Quelques semaines auparavant, nous étions à Seibersdorf pour l'inauguration du nouveau Centre de formation et de démonstration en matière de sécurité nucléaire de l'Agence, qui aidera les États Membres à lutter contre le terrorisme et la criminalité nucléaires.

Une partie importante de notre travail en 2023 a consisté à assurer la transparence autour du rejet de l'eau traitée par l'ALPS de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi. En juillet, j'ai présenté au Premier Ministre japonais Fumio Kishida un rapport de l'Agence concluant que l'approche suivie pour le rejet était conforme aux normes de sûreté internationales. Les résultats des prélèvements d'échantillons et de l'analyse indépendants de l'eau effectués par l'Agence indiquent des niveaux de tritium bien inférieurs aux limites opérationnelles fixées par le Japon.

Une autre priorité essentielle a été de contribuer à la sûreté et à la sécurité nucléaires en Ukraine alors que la guerre entrait dans sa deuxième année. Quelque 86 missions de l'Agence, composées de 187 membres du personnel, ont été déployées en Ukraine et du matériel représentant au total plus de 7,5 millions d'euros a été livré. L'Agence a maintenu une présence ininterrompue dans les cinq sites nucléaires ukrainiens et, en mai, j'ai présenté au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies les cinq principes concernant la protection de la sûreté et de la sécurité nucléaires à la centrale de Zaporizhzhia.

Je suis convaincu que nous considérerons rétrospectivement l'année 2023 comme un tournant dans la transition vers l'objectif du zéro émission nette. À la COP28, les dirigeants mondiaux se sont pour la première fois prononcés en faveur de l'investissement dans le nucléaire en tant que source d'énergie bas carbone. Pour que cet objectif se concrétise, il est essentiel que les gouvernements mettent en place les conditions adéquates.

Les petits réacteurs modulaires (PRM) joueront un rôle important, notamment dans les pays en développement, mais seulement lorsqu'ils seront passés du stade du développement à celui du déploiement. En 2023, notre Initiative d'harmonisation et de normalisation nucléaires (NHSI), qui favorise le déploiement rapide et sûr des PRM, a fait des progrès concrets en mettant en avant des stratégies pour atteindre cet objectif.

Le secteur nucléaire a encore du chemin à parcourir en ce qui concerne l'égalité des sexes et je suis déterminé à faire en sorte que l'Agence contribue aux solutions dans ce domaine. À la fin de l'année 2023, le programme de bourses Marie Skłodowska-Curie de l'AIEA comptait 560 boursières et nous avons lancé le programme Lise Meitner, qui offre aux femmes en début et en milieu de carrière dans le secteur nucléaire de nouvelles possibilités d'avancement professionnel. Nous avons également progressé sur la voie de l'égalité des sexes au sein du Secrétariat. L'équilibre entre les sexes a été atteint au niveau des cadres supérieurs, tandis que dans la catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, 44 % des postes étaient occupés par des femmes.

Pour conclure, je voudrais évoquer l'avenir et l'énergie de fusion, qui ne semble plus être la perspective lointaine qu'elle a été. À la 29<sup>e</sup> Conférence de l'AIEA sur l'énergie de fusion, j'ai lancé le Groupe mondial de l'énergie de fusion, qui réunira les principales parties prenantes pour la prochaine étape du voyage, le passage de l'expérimentation à la démonstration et au déploiement.

Ce rapport le montre bien : l'Agence optimise son impact de manière efficace et durable, et s'avère un atout inestimable pour ses 178 États Membres, sept décennies après l'idée qui a présidé à sa création.



Rafael Mariano Grossi  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AIEA



**IAEA**

Agence internationale de l'énergie atomique

## **RAPPORT ANNUEL DE L'AIEA 2023**

**En vertu de l'article VI.J du Statut de l'Agence, le Conseil des gouverneurs est tenu de soumettre à la Conférence générale « un rapport annuel sur les affaires de l'Agence et sur tous les projets approuvés par l'Agence ».**

**Le présent rapport couvre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.**



# ÉTATS MEMBRES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

(au 31 décembre 2023)

AFGHANISTAN  
AFRIQUE DU SUD  
ALBANIE  
ALGÉRIE  
ALLEMAGNE  
ANGOLA  
ANTIGUA-ET-BARBUDA  
ARABIE SAOUDITE  
ARGENTINE  
ARMÉNIE  
AUSTRALIE  
AUTRICHE  
AZERBAÏDJAN  
BAHAMAS  
BAHREÏN  
BANGLADESH  
BARBADE  
BÉLARUS  
BELGIQUE  
BELIZE  
BÉNIN  
BOLIVIE, ÉTAT  
PLURINATIONAL DE  
BOSNIE-HERZÉGOVINE  
BOTSWANA  
BRÉSIL  
BRUNÉI DARUSSALAM  
BULGARIE  
BURKINA FASO  
BURUNDI  
CABO VERDE  
CAMBODGE  
CAMEROUN  
CANADA  
CHILI  
CHINE  
CHYPRE  
COLOMBIE  
COMORES  
CONGO  
CORÉE, RÉPUBLIQUE DE  
COSTA RICA  
CÔTE D'IVOIRE  
CROATIE  
CUBA  
DANEMARK  
DJIBOUTI  
DOMINIQUE  
ÉGYPTE  
EL SALVADOR  
ÉMIRATS ARABES UNIS  
ÉQUATEUR

ÉRYTHRÉE  
ESPAGNE  
ESTONIE  
ESWATINI  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE  
ÉTHIOPIE  
FÉDÉRATION DE RUSSIE  
FIDJI  
FINLANDE  
FRANCE  
GABON  
GAMBIE  
GÉORGIE  
GHANA  
GRÈCE  
GRENADE  
GUATEMALA  
GUINÉE  
GUYANA  
HAÏTI  
HONDURAS  
HONGRIE  
ÎLES MARSHALL  
INDE  
INDONÉSIE  
IRAN, RÉPUBLIQUE  
ISLAMIQUE D'  
IRAQ  
IRLANDE  
ISLANDE  
ISRAËL  
ITALIE  
JAMAÏQUE  
JAPON  
JORDANIE  
KAZAKHSTAN  
KENYA  
KIRGHIZISTAN  
KOWEÏT  
LESOTHO  
LETTONIE  
LIBAN  
LIBÉRIA  
LIBYE  
LIECHTENSTEIN  
LITUANIE  
LUXEMBOURG  
MACÉDOINE DU NORD  
MADAGASCAR  
MALAISIE  
MALAWI  
MALI

MALTE  
MAROC  
MAURICE  
MAURITANIE  
MEXIQUE  
MONACO  
MONGOLIE  
MONTÉNÉGRO  
MOZAMBIQUE  
MYANMAR  
NAMIBIE  
NÉPAL  
NICARAGUA  
NIGER  
NIGÉRIA  
NORVÈGE  
NOUVELLE-ZÉLANDE  
OMAN  
OUGANDA  
OUBÉKISTAN  
PAKISTAN  
PALAOS  
PANAMA  
PAPOUASIE-NOUVELLE-  
GUINÉE  
PARAGUAY  
PAYS-BAS, ROYAUME  
DES  
PÉROU  
PHILIPPINES  
POLOGNE  
PORTUGAL  
QATAR  
RÉPUBLIQUE ARABE  
SYRIENNE  
RÉPUBLIQUE  
CENTRAFRICAINE  
RÉPUBLIQUE DE  
MOLDOVA  
RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE DU  
CONGO  
RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE  
POPULAIRE LAO  
RÉPUBLIQUE  
DOMINICAINE  
RÉPUBLIQUE TCHÈQUE  
RÉPUBLIQUE-UNIE DE  
TANZANIE  
ROUMANIE  
ROYAUME-UNI DE  
GRANDE-BRETAGNE ET  
D'IRLANDE DU NORD  
RWANDA  
SAINTE-LUCIE

SAINT-KITTS-ET-NEVIS  
SAINT-MARIN  
SAINT-SIÈGE  
SAINT-VINCENT-ET-LES-  
GRENADINES  
SAMOA  
SÉNÉGAL  
SERBIE  
SEYCHELLES  
SIERRA LEONE  
SINGAPOUR  
SLOVAQUIE  
SLOVÉNIE  
SOUDAN  
SRI LANKA  
SUÈDE  
SUISSE  
TADJIKISTAN  
TCHAD  
THAÏLANDE  
TOGO  
TONGA  
TRINITÉ-ET-TOBAGO  
TUNISIE  
TÜRKIYE  
TURKMÉNISTAN  
UKRAINE  
URUGUAY  
VANUATU  
VENEZUELA,  
RÉPUBLIQUE  
BOLIVARIENNE DU  
VIETNAM  
YÉMEN  
ZAMBIE  
ZIMBABWE

Le Statut de l'Agence  
a été approuvé  
le 23 octobre 1956 par la  
Conférence sur le Statut de  
l'AIEA, tenue au Siège de  
l'Organisation des Nations  
Unies, à New York ;  
il est entré en vigueur  
le 29 juillet 1957.  
Le Siège de l'Agence est  
situé à Vienne.

© AIEA, 2024

## L'AGENCE EN CHIFFRES



**2 555**

administrateurs et agents des services généraux

**136,62 millions d'euros**

de dépenses extrabudgétaires en 2023

**421,41 millions d'euros**

de budget ordinaire total pour 2023\*



**178**

États Membres



**11**

conventions multilatérales

**150** ↪ **35**

pays et territoires ayant reçu un appui grâce au programme de coopération technique de l'Agence

pays parmi les moins avancés inclus

\* Au taux de change moyen de l'ONU de 0,925 \$ É.-U. pour 1,00 €. Le budget ordinaire total s'est élevé à 425,79 millions d'euros au taux de change de 1,00 \$ É.-U. pour 1,00 €.



**1**

Siège

· Vienne



**2**

bureaux de liaison

· New York  
· Genève



**15**

laboratoires internationaux

· Vienne  
· Seibersdorf  
· Monaco



**2**

bureaux régionaux pour les garanties

· Tokyo  
· Toronto



États ayant un accord de garanties en vigueur

dont **142** États ayant un protocole additionnel en vigueur

**190**



projets de coopération technique en cours

**1 104**



projets de recherche coordonnée consacrés à la mise au point de nouvelles technologies en cours

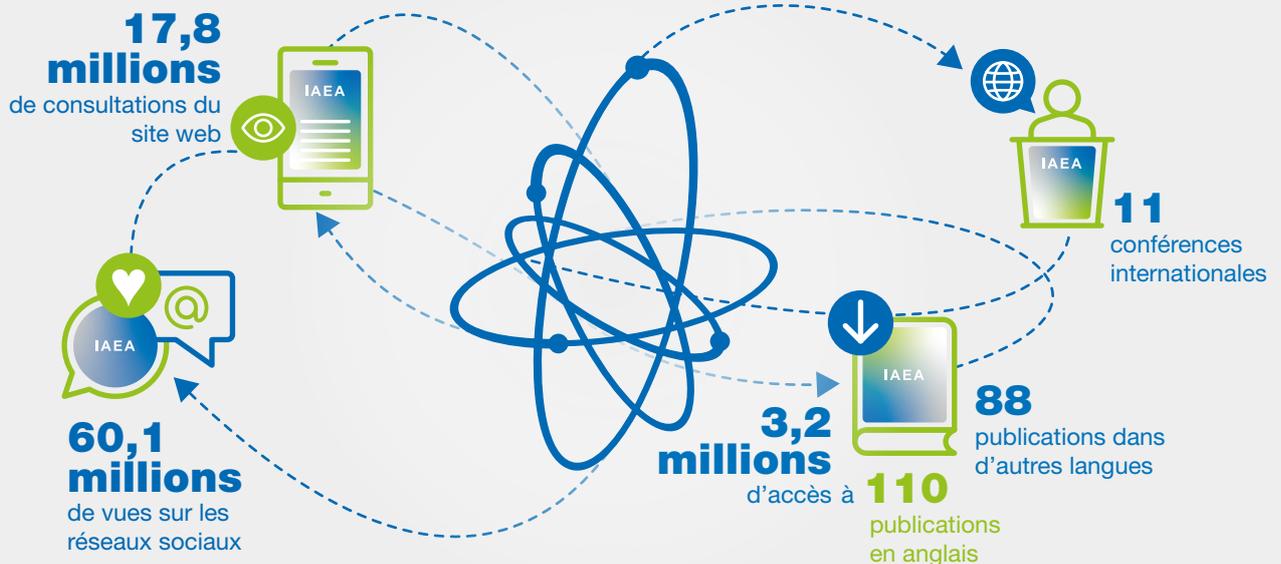
**139**



centres collaborateurs de l'AIEA actifs

établissements désignés des États Membres qui appuient les activités de l'Agence

**71**



# LE CONSEIL DES GOUVERNEURS

Le Conseil des gouverneurs supervise les activités de l'Agence. Il comprend 35 États Membres et se réunit en général cinq fois par an, ou plus fréquemment si les circonstances l'exigent.

Dans le domaine des technologies nucléaires, en 2023, le Conseil a examiné le *Rapport d'ensemble sur la technologie nucléaire pour 2023*.

Dans le domaine de la sûreté et de la sécurité, le Conseil a examiné le *Rapport d'ensemble sur la sûreté nucléaire 2023* et le *Rapport sur la sécurité nucléaire 2023*.

En mars 2023, le Conseil a renouvelé le mandat du Directeur général pour une période de quatre ans, allant du 3 décembre 2023 au 2 décembre 2027.

En matière de vérification, le Conseil a examiné le *Rapport sur l'application des garanties pour 2022*. Il a examiné les rapports du Directeur général sur la vérification et le contrôle en République islamique d'Iran à la lumière de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité de l'ONU. Il a également examiné les rapports du Directeur général sur la propulsion nucléaire navale : Australie et la propulsion nucléaire navale : Brésil, respectivement. Il a continué d'examiner les questions de la mise en œuvre de l'accord de garanties conclu dans le

cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en République arabe syrienne et de l'application des garanties en République populaire démocratique de Corée et a examiné les rapports du Directeur général sur ces questions. Il a également continué d'examiner la question de l'accord de garanties TNP avec la République islamique d'Iran et a examiné les rapports du Directeur général sur cette question.

Le Conseil a examiné les rapports du Directeur général sur la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires en Ukraine.

Le Conseil s'est penché sur le *Rapport sur la coopération technique pour 2022* et a approuvé le financement du programme de coopération technique de l'Agence pour 2024.

Le Conseil a examiné les questions relatives à AUKUS et au rétablissement de l'égalité souveraine au sein de l'Agence.

En juin 2023, le Conseil a approuvé les recommandations formulées dans la proposition des coprésidents du Groupe de travail sur le budget ordinaire et les objectifs du Fonds de coopération technique pour 2024-2025 au Conseil des gouverneurs.

70

rapports  
examinés

129

heures  
de réunions

1 814

déclarations  
prononcées





## COMPOSITION DU CONSEIL DES GOUVERNEURS 2023-2024

35

Membres du Conseil



**PRÉSIDENT**  
S. E. M. Holger Federico  
MARTINSEN  
(Gouverneur de l'Argentine)



**VICE-PRÉSIDENTS**  
S. E. M<sup>me</sup> Emilia  
KRALEVA  
(Gouverneur de la Bulgarie)



S. E. M. Peter POTMAN  
(Gouverneur du Royaume des  
Pays-Bas)

Afrique du Sud  
Algérie  
Allemagne  
Arabie saoudite  
Argentine  
Arménie  
Australie  
Bangladesh  
Brésil  
Bulgarie  
Burkina Faso  
Canada  
Chine  
Corée, République de  
Costa Rica  
Danemark  
Équateur  
Espagne  
États-Unis d'Amérique

Fédération de Russie  
Finlande  
France  
Inde  
Indonésie  
Japon  
Kenya  
Namibie  
Paraguay  
Pays-Bas, Royaume des  
Qatar  
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord  
Singapour  
Türkiye  
Ukraine  
Uruguay

# LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE

La Conférence générale comprend tous les États Membres de l'Agence et se réunit en général une fois par an en session ordinaire.

En janvier 2023, la Conférence générale a convoqué une session extraordinaire, à la demande du Conseil des gouverneurs, afin d'approuver le *Projet de mise à jour du budget de l'Agence pour 2023 (révisé)*, conformément à l'article XIV.A du Statut. Le Projet de mise à jour du budget a été dûment approuvé.

À sa session ordinaire en septembre 2023, la Conférence générale a approuvé la nomination du Directeur général pour la période allant du 3 décembre 2023 au 2 décembre 2027 et a adopté des résolutions sur : les états financiers de l'Agence pour 2022 et le budget de celle-ci pour 2024 ; la sûreté nucléaire et radiologique ; la sécurité nucléaire ; le renforcement des activités de coopération technique de l'Agence ; le renforcement des activités de l'Agence concernant les sciences, la technologie et les

applications nucléaires, y compris les applications nucléaires non énergétiques, les applications nucléaires énergétiques et la gestion des connaissances nucléaires ; le renforcement de l'efficacité et l'amélioration de l'efficience des garanties de l'Agence ; la mise en œuvre de l'accord de garanties TNP entre l'Agence et la République populaire démocratique de Corée ; l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient ; le Statut de la Palestine au sein de l'AIEA ; le rétablissement de l'égalité souveraine des États Membres au sein de l'AIEA ; la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires en Ukraine ; et les fonctionnaires du Secrétariat et les femmes au Secrétariat. La Conférence a également adopté des décisions sur les progrès accomplis en vue de l'entrée en vigueur de l'amendement de l'article XIV.A du Statut, approuvé en 1999, et sur les progrès accomplis en vue de l'entrée en vigueur de l'amendement de l'article VI du Statut de l'Agence, approuvé en 1999.

702

participants



## FORUM SCIENTIFIQUE :

Les innovations nucléaires au service de la neutralité carbone



35

orateurs



**142**



déclarations  
prononcées à  
la discussion  
générale

**2 835**

participants  
inscrits



**2 589**

représentants  
d'États Membres

**89**

représentants  
d'organisations  
internationales

**153**

représentants d'ONG



**PRESIDENT**

**PRÉSIDENTE  
DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE**

S. E. M<sup>me</sup> Vilawan  
Mangklatanakul

Ambassadrice et Représentante  
résidente de la Thaïlande



**111**

manifestations parallèles



**14 285**

participants à la  
retransmission en direct



**3 274**

téléchargements de  
l'application mobile GC67

# ABRÉVIATIONS

<b>AGG</b>	Accord de garanties généralisées	<b>HOPS</b>	Plateforme pour les simulateurs en ligne de tâches partielles dans les centrales nucléaires
<b>ALMERA</b>	Laboratoires d'analyse pour la mesure de la radioactivité dans l'environnement	<b>imPACT</b>	missions intégrées du PACT
<b>ALPS</b>	Système avancé de traitement des liquides	<b>INIR</b>	Examen intégré de l'infrastructure nucléaire
<b>ARTEMIS</b>	Service d'examen intégré portant sur la gestion des déchets radioactifs et du combustible usé, le déclassé et la remédiation	<b>INIR-RR</b>	Examen intégré de l'infrastructure nucléaire pour les réacteurs de recherche
<b>CIPT</b>	Centre international Abdus Salam de physique théorique	<b>INIS</b>	Système international d'information nucléaire
<b>CNPP</b>	Profil électronucléaire national	<b>INSARR</b>	Évaluation intégrée de la sûreté des réacteurs de recherche
<b>COMPASS</b>	Initiative globale de création de capacités de l'AIEA pour les SNCC et les ANR	<b>INSServ</b>	Service consultatif international sur la sécurité nucléaire
<b>ConvEx</b>	Exercice organisé au titre des conventions	<b>IPPAS</b>	Service consultatif international sur la protection physique
<b>COP</b>	Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>IRMIS</b>	Système international d'information sur le contrôle radiologique
<b>DIRATA</b>	Base de données sur les rejets de radionucléides dans l'atmosphère et l'environnement aquatique	<b>IRRS</b>	Service intégré d'examen de la réglementation
<b>DSRS-TeC</b>	Examen par des pairs des centres techniques chargés des sources radioactives scellées retirées du service	<b>IRRUR</b>	Examen intégré de l'utilisation des réacteurs de recherche
<b>EPREV</b>	Examen de la préparation aux situations d'urgence	<b>IRS</b>	Système de notification des incidents
<b>Euratom</b>	Communauté européenne de l'énergie atomique	<b>IRSRR</b>	Système de notification des incidents concernant les réacteurs de recherche
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	<b>ISOP</b>	Réseau international pour l'innovation à l'appui des centrales nucléaires en exploitation
<b>FCT</b>	Fonds de coopération technique	<b>MIT</b>	Institut de technologie du Massachusetts
<b>FINAS</b>	Système de notification et d'analyse des incidents relatifs au cycle du combustible	<b>NHSI</b>	Initiative d'harmonisation et de normalisation nucléaires
<b>HFIPS</b>	Instituts de sciences physiques de Hefei	<b>NUTEC Plastics</b>	Technologie nucléaire au service de la lutte contre la pollution par le plastique
		<b>OCDE/AEN</b>	Agence pour l'énergie nucléaire de l'Organisation de coopération et de développement économiques
		<b>OIEA</b>	Organisation iranienne de l'énergie atomique

<b>OMARR</b>	Évaluation des opérations et de la maintenance des réacteurs de recherche	<b>SANIS</b>	Système d'information en réseau sur les analyses de simulation et les analyses expérimentales
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé	<b>SEED</b>	Site et conception basée sur les événements externes
<b>ORPAS</b>	Service d'évaluation de la radioprotection professionnelle	<b>SPECT-CT</b>	tomographie d'émission monophotonique - tomодensitométrie
<b>OSART</b>	Équipe d'examen de la sûreté d'exploitation	<b>TNP</b>	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
<b>PA</b>	protocole additionnel	<b>TSR</b>	Examen technique de la sûreté
<b>PACT</b>	Programme d'action en faveur de la cancérothérapie	<b>UFE</b>	uranium faiblement enrichi
<b>PCI</b>	Préparation et conduite des interventions d'urgence	<b>UIT</b>	Union internationale des télécommunications
<b>PCN</b>	Programme-cadre national	<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement	<b>ZODIAC</b>	Action intégrée contre les zoonoses
<b>PPQM</b>	Protocole relatif aux petites quantités de matières		
<b>PRC</b>	Projet de recherche coordonnée		
<b>PRIS</b>	Système d'information sur les réacteurs de puissance		
<b>PRM</b>	Petit réacteur modulaire		
<b>PROSPER</b>	Examen par des pairs de l'expérience relative à la performance en matière de sûreté d'exploitation		
<b>QUAADRIL</b>	Vérification de l'assurance de la qualité pour l'amélioration et l'enseignement de la radiologie diagnostique		
<b>QUANUM</b>	Assurance de la qualité en médecine nucléaire		
<b>QUATRO</b>	Équipe d'assurance de la qualité en radio-oncologie		
<b>RANET</b>	Réseau d'intervention et d'assistance		
<b>RISS</b>	Mission consultative sur l'infrastructure réglementaire de sûreté radiologique et de sécurité nucléaire		
<b>SALTO</b>	Questions de sûreté concernant l'exploitation à long terme		